

LES ALLEMANDS ONT 15 JOURS POUR RÉPONDRE

# EXCELSIOR

10<sup>e</sup> Année. — N° 3.091. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON  
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

JEUDI  
8  
MAI  
1919

Les véritables jours  
de fête pour toi doi-  
vent être ceux où tu  
as chassé loin de toi,  
ou du moins affaibli,  
quelque vilain défaut.  
ÉPICTÈTE.

Pas de discussion verbale. — Les  
observations des plénipotentiaires  
de l'Allemagne devront être rédi-  
gées en français et en anglais.

## LES PRÉLIMINAIRES DE PAIX REMIS AUX ALLEMANDS



LES PLÉNIPOTENTIAIRES ALLEMANDS ÉCOUTANT LE DISCOURS DE M. CLEMENCEAU, AU TRIANON-PALACE, HIER A L'OUVERTURE DE LA SÉANCE

(De gauche à droite, à la table transversale du milieu, et en partant du premier plan : 1. M. Schücking, 2. M. Giesberts, 3. le comte de Brockdorff-Rantzau, 4. M. Landsberg, 5. M. Leinert, dont le profil cache M. Melchior. — Derrière la table des plénipotentiaires, celle des cinq secrétaires de la délégation allemande. A droite de la photo les représentants de la presse.)

## TEXTE INTÉGRAL DU " RÉSUMÉ DU TRAITÉ AVEC L'ALLEMAGNE " COMMUNIQUÉ A LA PRESSE

Les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Bri-  
annique, la France, l'Italie et le Japon,  
Puissances désignées dans le présent  
Traité comme les Principales Puissances  
alliées et associées.

La Belgique, la Bolivie, le Brésil, la  
Chine, Cuba, l'Equateur, la Grèce, le Gua-  
temala, Haïti, l'Hedjaz, le Honduras, le Li-  
béri, le Nicaragua, le Panama, le Pérou,  
Pologne, le Portugal, la Roumanie, la  
Serbie-Croatie-Slovenie, le Siam, la Tchéco-  
slovaquie et l'Uruguay.

Constituant avec les principales Puissances  
ci-dessus, les Puissances alliées et  
associées,

Et l'Allemagne,

D'une part ;

Considérant qu'à la demande du Gouver-  
nement Impérial Allemand, un armistice a  
été accordé à l'Allemagne le 11 novembre  
1918 par les principales Puissances alliées  
et associées afin qu'un Traité de paix  
puisse être conclu avec elle.

Considérant que les Puissances alliées et  
associées sont également désireuses que la  
guerre, dans laquelle elles ont été succes-  
sivement entraînées, directement ou indi-  
rectement, et qui a son origine dans la  
déclaration de guerre adressée le 28 juillet  
1914 par l'Autriche-Hongrie à la Serbie,  
dans les déclarations de guerre adres-  
sées par l'Allemagne le 1<sup>er</sup> août 1914 à la France, et  
le 3 août 1914 à la Belgique, fasse place  
à une Paix solide, juste et durable.

A cet effet, les hautes parties contrac-  
tantes représentées comme il suit (Suit la  
liste des Plénipotentiaires), ont convenu  
des dispositions suivantes :

A dater de la mise en vigueur du présent  
Traité, l'état de guerre prendra fin. Dès  
ce moment et sous réserve des dispositions  
du présent Traité, les relations officielles  
des Puissances alliées et associées avec  
l'Allemagne et chacun des Etats allemands  
seront reprises.

### PARTIE I SOCIÉTÉ DES NATIONS

Principes. — Le Pacte de la Société des  
Nations, destiné à développer la coopéra-  
tion entre les Nations et à leur garantir la  
paix et la sûreté, est basé sur les principes  
suivants :

Acceptation de certaines obligations de  
ne pas recourir à la guerre ;  
Développement au grand jour des rela-  
tions internationales fondées sur la justice  
et l'honneur ;

Observation rigoureuse des prescriptions  
du droit international, et respect scrupu-  
leux des traités.

Composition. — Sont membres originaires  
de la Société des Nations :

Les Etats signataires du Pacte ;

Les Etats suivants, qui sont invités à  
adhérer au Pacte, à condition qu'ils y ac-  
cèdent sans réserve dans un délai de deux  
mois après sa mise en vigueur : Argentine,  
Chili, Colombie, Danemark, Espagne, Nor-  
vège, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Salvador,  
Suède, Suisse, Venezuela.

En outre, peut devenir membre de la  
Société tout autre Etat, Dominion ou Colo-  
nie qui se gouverne librement, si son ad-  
mission est prononcée par les deux tiers

de l'Assemblée, pourvu qu'il donne des ga-  
ranties effectives de sa bonne foi.

Il suit de là :

1<sup>er</sup> Que l'Allemagne n'est pas membre ori-  
ginaire de la Société des Nations ;

2<sup>o</sup> Que pour en devenir membre, elle de-  
vra être admise par les deux tiers des mem-  
bres de l'Assemblée, donner des garanties  
effectives de son intention sincère d'ob-  
server ses engagements internationaux, et  
accepter le règlement établi par la Société  
en ce qui concerne ses forces et ses arme-  
ments militaires et navals.

Tout membre de la Société peut se reti-  
rer après un préavis de deux ans, à con-  
dition d'avoir rempli toutes ses obligations  
internationales.

Des amendements au pacte pourront être  
proposés par la majorité des membres de  
l'Assemblée ; tout membre de la Société qui  
ne les accepte pas cesse de faire partie de  
la Société. Peut être exclu de la Société  
tout membre qui s'est rendu coupable de  
la violation de l'un des engagements résul-  
tant du pacte. L'exclusion est prononcée  
par le vote de tous les autres membres de  
la Société représentés au Conseil.

Fonctionnement. — L'action de la Société,  
dont le siège est à Genève, s'exerce :

Par une Assemblée des représentants de

tous les membres de la Société (pas plus de  
trois représentants par membre, et une  
seule voix) ;

Par un Conseil de neuf membres (un  
Représentant de chacune des Principales  
Puissances, et des représentants, désignés  
par l'Assemblée, de quatre autres Etats) ;  
Les décisions de l'Assemblée et du Conseil  
sont prises, sauf dispositions contraires du  
Traité, à l'unanimité ;

Par un Secrétaire permanent, établi au  
siège de la Société.

Tous les bureaux internationaux anté-  
rieurement établis seront placés sous l'au-  
torité de la Société.

Réduction des armements. — Le but  
principal de la Société étant le maintien de  
la paix, les armements nationaux seront  
réduits au minimum compatible avec la  
sécurité nationale, en tenant compte de la  
situation géographique de chaque Etat. Le  
programme de ces réductions est établi par  
le Conseil, soumis aux Gouvernements (qui,  
après avoir adopté une limite des arme-  
ments, ne peuvent la dépasser sans le con-  
sentement du Conseil) et sujet à révision  
tous les dix ans au moins.

Les membres de la Société s'engagent à  
échanger sans restriction tous rensei-  
gnements relatifs à l'échelle de leurs arme-  
ments et à leurs programmes militaires et  
navals.

Une Commission permanente assiste le  
Conseil pour toutes les questions militaires  
et navales.

Garantie mutuelle. — Les membres de  
la Société se garantissent mutuellement  
contre toute agression extérieure le main-  
tien de leur intégrité territoriale et de leur  
indépendance politique présente.

Règlement des différends. — La Société,  
en cas de guerre ou menace de guerre, doit  
prendre toutes mesures propres à sauve-  
garder la paix des nations. Le secrétaire  
général convoque immédiatement, en pareil  
cas, le Conseil, à la demande de tout mem-  
bre de la Société.

Tout différend survenant entre les mem-  
bres de la Société sera soumis, soit à l'ar-  
bitrage, dont les sentences seront exécutées  
de bonne foi, soit à l'examen du Conseil. En  
aucun cas, il ne sera recouru à la guerre  
avant l'expiration d'un délai de trois mois  
après la sentence des arbitres ou le rapport  
du Conseil. Les cas susceptibles de solution  
arbitrale sont notamment : les différends  
relatifs à l'interprétation d'un Traité, à  
tout point de droit international, à la réa-  
lité de tout fait qui, s'il était établi, cons-  
tituerait la rupture d'un engagement inter-  
national, ou à l'étendue ou à la nature de  
la réparation due pour une telle rupture.

Le Conseil fonctionne à défaut d'arbitrage  
et rédige un rapport sur le différend. Si le  
rapport est accepté à l'unanimité, les mem-  
bres de la Société s'engagent à ne recourir  
à la guerre contre aucune partie qui se  
conforme aux conclusions du rapport. A  
défaut d'unanimité, chaque membre de la  
Société reste libre de son action. Si l'une  
des Parties prétend et si le Conseil recon-  
naît que le différend porte sur une question  
que le droit international laisse à la com-  
pétence exclusive de cette Partie, le Conseil  
le constatera dans un rapport, mais sans  
recommander aucune solution.

Le Conseil peut à son tour porter le diffé-  
rend devant l'Assemblée, qui fonctionne  
dans les mêmes conditions.

En cas de différend entre deux Etats

### LE RÉSUMÉ EST DIVISÉ EN 15 PARTIES :

I. Société des nations. — II. Frontières de l'Allemagne. — III. Clauses politiques  
européennes. — IV. Droits et intérêts allemands hors de l'Allemagne. — V. Clauses  
militaires, navales et aériennes. — VI. Prisonniers de guerre. — VII. Responsabi-  
lités de la guerre et sanctions. — VIII. Réparations. — IX. Clauses financières. —  
X. Clauses économiques. — XI. Navigation aérienne. — XII. Ports, voies d'eau et  
voies diverses ferrées. — XIII. Travail. — XIV. Garanties. — XV. Clauses diverses.  
La plupart de ces parties sont divisées en sections et paragraphes.

### LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE LA FRANCE

La France retrouve sa frontière de juillet 1870, depuis le Luxembourg jusqu'à  
la Suisse ; elle récupère donc l'Alsace-Lorraine, quitte de toutes charges. Elle reçoit  
en outre la propriété entière et absolue des mines de charbon du bassin de la Sarre,  
et elle est assurée de toutes les garanties économiques et juridiques nécessaires à  
leur exploitation.

L'Allemagne renonce à tous droits et privilèges sur le Maroc et le Congo.  
La France est indemnisée de tous dommages causés à sa population civile et à  
ses biens. Elle aura réparation tonne par tonne des pertes subies par sa flotte mar-  
chande et de pêche. Elle deviendra propriétaire d'un certain nombre de câbles,  
sous-marins, auparavant allemands. Elle se verra restituer les drapeaux pris en 1871.  
Des clauses économiques fixent à l'avantage de la France le statut futur de ses  
relations avec l'Allemagne. Enfin, une convention spéciale détermine les droits de  
la France au point de vue de la navigation du Rhin.

### LES GARANTIES DU TRAITÉ DE PAIX

Réduction des forces militaires, navales et aériennes de l'Allemagne. Démilita-  
risation et occupation pendant quinze ans de la rive gauche du Rhin et des têtes  
de pont.

### UNE ALLIANCE FRANCO-ANGLO-AMÉRICAINE

En plus des garanties fournies par le traité de paix, le président des Etats-Unis  
d'Amérique s'oblige à proposer au Sénat des Etats-Unis, et le premier ministre de  
la Grande-Bretagne s'oblige à proposer au Parlement de la Grande-Bretagne un  
engagement soumis à l'approbation du conseil de la Société des Nations, aux termes  
duquel les Etats-Unis et la Grande-Bretagne viendront apporter immédiatement leur  
assistance à la France dans le cas d'une agression non provoquée dirigée contre  
elle par l'Allemagne.

### CE QUE L'ALLEMAGNE DEVRA PAYER

20 milliards de marks en or avant le 1<sup>er</sup> mai 1921 et 100 milliards de bons en  
marks or à valoir sur le chiffre total des réparations qui sera déterminé.

### LE KAISER MIS EN ACCUSATION PUBLIQUE

Il sera jugé par un tribunal spécial. Une demande d'extradition sera adressée  
aux Pays-Bas.



M. DE BROCKDORFF-RANTZAU SOUS LE FEU DES OBJECTIFS  
(Le président de la délégation est désigné par une croix)

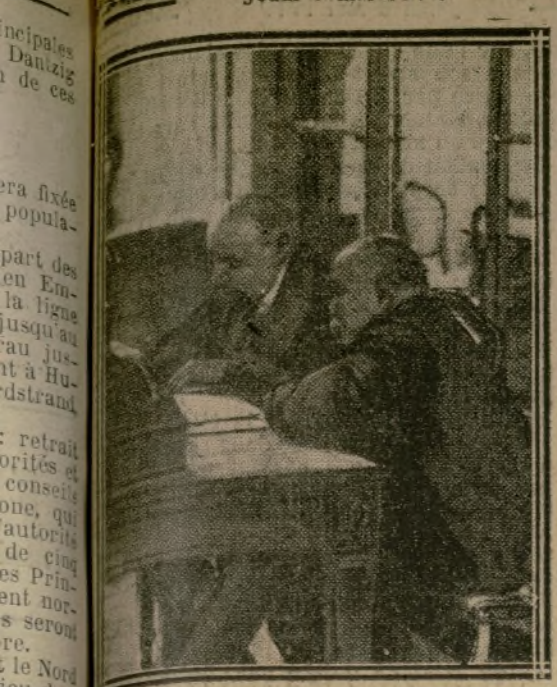


LES PLÉNIPOTENTIAIRES ALLEMANDS SORTENT DU TRIANON  
(1. M. Melchior, 2. M. Schücking, 3. M. Leinert)









M. CLEMENCEAU ET M. DUTASTA  
Pendant le discours du président du Conseil

SECTION II

DISPOSITIONS SPECIALES A LA CHINE

L'Allemagne renonce à tous privilèges et avantages résultant du Protocole de Pékin du 7 septembre 1915, ainsi qu'à toute réclamation d'indemnité résultant dudit protocole postérieurement appliquée.

1° L'arrangement du 29 août 1902 relatif aux nouveaux tarifs douaniers chinois ;  
2° Les arrangements du 27 septembre 1905 et du 4 avril 1902 (Whang-Poo). Toutefois la Chine n'est pas tenue d'accorder à l'Allemagne les avantages consentis dans ces arrangements et annulés lors de la rupture diplomatique.

L'Allemagne cède à la Chine tous navires, installations, armes, munitions, autres propriétés du Gouvernement, situées dans les concessions allemandes sur territoire chinois. Exception est faite pour les résidences et bureaux diplomatiques et consulaires.

L'Allemagne rendra à la Chine tous les instruments astronomiques enlevés en 1900-1901.

Elle accepte l'abrogation des contrats relatifs aux concessions de Han-Kou et de Tsin-Tsin. La Chine déclare son intention d'ouvrir ces terrains à l'usage de résidences internationales et de commerce.

L'Allemagne renonce à toute réclamation raison de l'internement et du rapatriement des citoyens allemands en Chine, de la saisie des navires, de la disposition des propriétés ou droits allemands en Chine depuis le 14 août 1917.

Elle renonce aux biens de l'Etat allemand dans la concession britannique de Shamen-Tan, et à la propriété de l'Ecole allemande située sur la concession française de Shanghai.

SECTION III

DISPOSITIONS SPECIALES AU SIAM

L'Allemagne reconnaît comme caduques, depuis le 22 juillet 1917, tous traités, conventions ou accords passés par elle avec le Siam.

Tous biens et propriétés de l'Empire ou des Etats allemands au Siam sont acquis au plein droit au Gouvernement siamois sans indemnité.

Les biens, propriétés et droits privés des ressortissants allemands au Siam sont liquidés conformément aux dispositions des lois économiques générales.

L'Allemagne renonce à toute réclamation sur elle, ou ses nationaux, contre le Gouvernement siamois, la liquidation des biens saisis, l'internement des ressortissants allemands. Les droits des parties intéressées aux ces liquidations restent réglés par les lois économiques (Partie X) du présent Traité.

SECTION IV

DISPOSITIONS SPECIALES AU LIBERIA

L'Allemagne renonce à tous droits et privilèges résultant des arrangements de 1912 concernant le Liberia, en particulier au droit d'y nommer un liquidateur allemand et considérer comme caduques tous traités et arrangements avec le Liberia.

Les biens, droits et intérêts allemands au Liberia seront traités conformément aux lois économiques (Partie X) du présent Traité.

SECTION V

DISPOSITIONS SPECIALES AU MAROC

L'Allemagne renonce à tous droits, privilèges ou avantages résultant du Protocole d'Algésiras du 7 avril 1906, des accords franco-allemands du 9 février 1909 et du 4 novembre 1911. Tous les traités ou arrangements passés par elle avec l'Empire marocain sont tenus pour abrogés depuis le 14 août 1917.

En aucun cas, l'Allemagne ne pourra se prévaloir de ces actes et elle s'engage à n'intervenir en aucune façon dans les négociations qui pourront avoir lieu entre la France et les autres Puissances alliées au Maroc.

L'Allemagne déclare accepter toutes les conséquences de l'établissement, reconnu par elle, du protectorat de la France au Maroc, et y renonce au régime des capitulations. Cette renonciation prendra date du 14 août 1917.

Le Gouvernement allemand aura une entière liberté d'action pour régler le statut des conditions de l'établissement des ressortissants allemands au Maroc. Les propriétés, les censaux et les associations agricoles allemandes seront considérées comme ayant cessé, à partir du 3 août 1914, pour des privilèges attachés à ces propriétés pour être soumis au droit commun.

Tous droits mobiliers et immobiliers de l'Etat allemand dans l'Empire marocain passeront de plein droit au Maghzen sans aucune indemnité. Tous les droits appartenant à l'Allemagne seront vendus aux enchères publiques ; le prix de la vente sera versé au Gouvernement allemand et viendra en déduction des sommes à payer par l'Allemagne pour réparation des dommages de guerre.

L'Allemagne devra désintéresser les ressortissants allemands. Les droits miniers qui seraient reconnus à des nationaux allemands par le Tribunal arbitral institué en vertu du règlement minier marocain seront objet d'une estimation qui sera demandée à l'arbitre ; ces droits suivront ensuite le sort des biens appartenant aux Allemands au Maroc.

Le Gouvernement allemand assurera le transfert, à des personnes désignées par le Gouvernement français, des actions qui représentent la part de l'Allemagne dans le capital de la Banque d'Etat du Maroc. La valeur de ces actions sera remboursée aux Allemands en déduction des sommes à payer par l'Allemagne.

Le Gouvernement allemand assurera le transfert, à des personnes désignées par le Gouvernement français, des actions qui représentent la part de l'Allemagne dans le capital de la Banque d'Etat du Maroc. La valeur de ces actions sera remboursée aux Allemands en déduction des sommes à payer par l'Allemagne.

Le Gouvernement allemand assurera le transfert, à des personnes désignées par le Gouvernement français, des actions qui représentent la part de l'Allemagne dans le capital de la Banque d'Etat du Maroc. La valeur de ces actions sera remboursée aux Allemands en déduction des sommes à payer par l'Allemagne.

Le Gouvernement allemand assurera le transfert, à des personnes désignées par le Gouvernement français, des actions qui représentent la part de l'Allemagne dans le capital de la Banque d'Etat du Maroc. La valeur de ces actions sera remboursée aux Allemands en déduction des sommes à payer par l'Allemagne.

Le Gouvernement allemand assurera le transfert, à des personnes désignées par le Gouvernement français, des actions qui représentent la part de l'Allemagne dans le capital de la Banque d'Etat du Maroc. La valeur de ces actions sera remboursée aux Allemands en déduction des sommes à payer par l'Allemagne.

Le Gouvernement allemand assurera le transfert, à des personnes désignées par le Gouvernement français, des actions qui représentent la part de l'Allemagne dans le capital de la Banque d'Etat du Maroc. La valeur de ces actions sera remboursée aux Allemands en déduction des sommes à payer par l'Allemagne.

par l'Allemagne pour réparation des dommages de guerre ;  
6° Les marchandises marocaines bénéficieront à l'entrée en Allemagne du régime appliqué aux marchandises françaises.

SECTION VI

DISPOSITIONS SPECIALES A L'EGYPTE

1° L'Allemagne reconnaît le protectorat britannique déclaré le 18 décembre 1914 et renonce au régime des capitulations, à dater du 4 août 1914 ;  
2° L'Allemagne, à dater du 4 août 1914, de tous traités et arrangements passés entre l'Allemagne et l'Egypte ;  
3° Provisoirement, il sera pourvu à l'exercice de la juridiction sur les ressortissants allemands et sur les propriétés, par les tribunaux consulaires britanniques.

4° Liberté est laissée au Gouvernement anglo-egyptien pour le statut des ressortissants allemands.

5° L'Allemagne agréera à l'abrogation ou aux modifications du décret du 28 novembre 1904 (Commission de la Dette publique égyptienne) ;  
6° L'Allemagne consent au transfert au Gouvernement britannique des pouvoirs conférés à S. M. I. le Sultan par la Convention de Constantinople du 29 octobre 1888 (libre navigation du canal de Suez) ;  
7° Droits de l'Etat allemand et des nationaux allemands en Egypte (dispositions analogues à celles prises pour le Maroc) ;  
8° Les marchandises anglo-egyptiennes entreront en Allemagne sous le même régime que les marchandises britanniques.

SECTION VII

TURQUIE ET BULGARIE

L'Allemagne s'engage à reconnaître tous arrangements que les Puissances alliées et associées passeront avec la Turquie et la Bulgarie, et ses ressortissants, et à ne prétendre en Turquie et en Bulgarie, et qui ne sont pas l'objet des dispositions du présent Traité.

SECTION VIII

DISPOSITIONS SPECIALES A LA PROVINCE DE CHANTOUNG

L'Allemagne renonce, en faveur du Japon, à tous ses droits acquis par le traité avec la Chine du 6 mars 1898 et autres actes concernant la province de Chantoung, notamment en ce qui regarde le territoire de Kiao-Tchéou, les chemins de fer, les mines et les câbles sous-marins.

Tous les droits allemands dans le chemin de fer de Tsing-Tao à Tsinanfou sont acquis au Japon, ainsi que les câbles sous-marins de l'Etat allemand, de Tsing-Tao à Shanghai et à Tchéou.

Les droits mobiliers et immobiliers de l'Etat allemand possédés à Kiao-Tchéou, ou qui pourraient faire valoir concernant ce territoire, sont acquis au Japon.

PARTIE V

CLAUSES MILITAIRES, NAVALES ET AERIENNES

CLAUSES MILITAIRES

La Section I (clauses militaires) réduit l'armée allemande à une force permanente de police et enlève à l'Allemagne le droit et les moyens de reconstituer une grande armée nationale ;  
1° Par la limitation des effectifs, de l'équipement, de l'armement et des fabrications de matériel de guerre aux besoins strictement déterminés par les Puissances alliées et associées d'une force de police de 100.000 hommes (officiers compris) ;  
2° Par l'abolition du service militaire universel obligatoire, l'institution du recrutement par voie d'engagements volontaires d'une durée de douze années continues et la suppression de tous les organes de préparation à la guerre : organes de commandement, d'instruction ou de mobilisation ;  
3° Par l'interdiction, dans les territoires situés tant sur la rive gauche du Rhin qu'à l'ouest d'une ligne tracée à 50 kilomètres à l'est du fleuve, de maintenir ou d'élever des fortifications, de conserver des installations matérielles propres à faciliter une mobilisation ou d'y entretenir des troupes.

1° Limitation des effectifs, de l'équipement et de l'armement ;  
2° Dans les deux mois suivant la mise en vigueur du Traité, l'armée allemande sera démantelée et réduite à un effectif maximum de sept divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie de composition déterminée formant au total 100.000 hommes (officiers au nombre maximum de 4.000 et déposités compris), avec la faculté de créer deux états-majors de corps d'armée seulement, de composition également déterminée.

3° Le personnel des services administratifs de la guerre, celui des employés ou fonctionnaires des Etats allemands, celui de la gendarmerie et de la police locale ou municipale sont limités et ne peuvent être réunis pour aucun exercice militaire.

Le grand état-major allemand et toutes formations similaires sont dissous.

Tout le matériel de guerre, provenant de l'Allemagne ou de l'étranger, en excédent des quantités nécessaires aux Puissances alliées et associées leur sera livré. Il n'en sera fabriqué, à l'avenir, que dans les usines autorisées par les Commissions alliées et associées et dans la limite des fixations indiquées au présent Traité.

Toute autre fabrication, exportation ou importation de matériel de guerre, de gaz, liquides ou matières prohibées, de chars blindés, de tanks ou engins similaires est interdite à l'Allemagne.

2° Service militaire universel obligatoire est aboli en Allemagne.

L'armée allemande se recrutera par engagements volontaires d'une durée de douze années continues pour les hommes de troupe et de vingt-cinq années continues pour les officiers, avec l'obligation pour ces derniers de servir au moins jusqu'à l'âge de 45 ans.

Les écoles militaires permises sont les écoles indispensables au recrutement des officiers des armées alliées, et le nombre de élèves en est proportionné aux vacances à pourvoir.

Il est interdit aux établissements d'enseignement et aux associations de toute nature de s'occuper de questions militaires et d'avoir un lien quelconque avec l'autorité militaire.

Toutes mesures de mobilisation ou tendant à une mobilisation sont interdites.

3° Zone interdite aux fortifications, aux installations militaires et aux troupes allemandes.

Toute fortification, quelle qu'elle soit, la nature ou l'importance, toute installation matérielle propre à faciliter une mobilisation, sont interdites dans les territoires allemands situés à l'ouest d'une ligne tracée à 50 kilomètres, à l'est du Rhin. Les fortifications existantes seront désarmées et démantelées et les installations matérielles visées ci-dessus démolies, dans un délai de trois mois, à dater de la mise en vigueur du présent Traité.

L'Allemagne n'entreprendra dans la zone définie plus haut, à titre permanent ou temporaire, aucune force armée ; elle n'y fera aucune manœuvre militaire.

Toute contravention aux dispositions précédentes sera considérée comme un acte hostile vis-à-vis des Puissances signataires du présent Traité et comme de nature à troubler la paix du monde.

CLAUSES NAVALES

La Section II (clauses navales) réduit considérablement la flotte militaire de l'Allemagne et lui enlève le droit et les moyens de reconstituer une grande marine de guerre par :

1° Limitation de la flotte et des effectifs de navires de surface d'un type déterminé, celle des effectifs de sa marine de guerre, et l'interdiction de posséder aucun navire sous-marin ;  
2° La remise aux Cinq Gouvernements alliés et associés de tous les sous-marins et des bâtiments de guerre en excédent de ceux qui sont autorisés par le présent Traité ;  
3° Le démantèlement des fortifications interdisant l'accès de la mer du Nord dans la Baltique et la limitation des fortifications sur le reste de la côte allemande à une zone et dans des conditions déterminées par les Gouvernements alliés et associés ;  
4° La restriction et le contrôle par lesdits Gouvernements de l'emploi des grands stations de T.S.F. pendant une période de trois mois ;  
5° Limitation de la flotte et des effectifs de la marine de guerre allemande ;  
6° L'expiration d'un délai de six mois, la flotte allemande ne devra pas dépasser en bâtiments armés :  
6 cuirassés du type Deutschland ou Lothringen ;  
6 croiseurs légers ;  
12 destroyers ;  
12 torpilleurs ;  
et ne devra comprendre aucun sous-marin, même de commerce. Ses effectifs ne pourront pas dépasser 15.000 hommes, officiers compris, recrutés par engagements volontaires d'une durée de vingt-cinq ans continus pour les officiers et de quinze ans continus pour les hommes ;  
7° Remise, démolition ou désarmement de navires de guerre ou bâtiments auxiliaires en excédent des fixations du paragraphe 1°.

Tous les bâtiments de guerre de surface, tout le matériel de guerre en excédent du nombre et des quantités déterminés par les Gouvernements alliés et associés, tous les sous-marins, navires de relevage et docks, leur seront remis par l'Allemagne. Les bâtiments en construction seront démolis.

L'Allemagne ne pourra construire ou acquérir que les seuls bâtiments destinés au remplacement des navires autorisés, dont le type, la durée de service et l'armement sont déterminés par les Gouvernements alliés et associés.

Tous les croiseurs et bâtiments auxiliaires seront désarmés et rendus au commerce.

3° Liberté d'accès dans la Baltique. L'entière liberté d'accès dans la Baltique à toutes les Nations sera assurée dans une zone déterminée par le dragage des mines et le démantèlement des fortifications commandant les routes maritimes de la mer du Nord à la Baltique.

4° Limitation des fortifications sur la côte allemande.

Indépendamment du démantèlement des fortifications prévu ci-dessus, l'Allemagne ne pourra renforcer la défense de ses côtes ni en modifier l'armement, qu'elle devra communiquer à tous les Gouvernements européens.

L'Allemagne et lui enlève le droit et les moyens de reconstituer une grande marine de guerre par :

1° Limitation de la flotte et des effectifs de navires de surface d'un type déterminé, celle des effectifs de sa marine de guerre, et l'interdiction de posséder aucun navire sous-marin ;  
2° La remise aux Cinq Gouvernements alliés et associés de tous les sous-marins et des bâtiments de guerre en excédent de ceux qui sont autorisés par le présent Traité ;  
3° Le démantèlement des fortifications interdisant l'accès de la mer du Nord dans la Baltique et la limitation des fortifications sur le reste de la côte allemande à une zone et dans des conditions déterminées par les Gouvernements alliés et associés ;  
4° La restriction et le contrôle par lesdits Gouvernements de l'emploi des grands stations de T.S.F. pendant une période de trois mois ;  
5° Limitation de la flotte et des effectifs de la marine de guerre allemande ;  
6° L'expiration d'un délai de six mois, la flotte allemande ne devra pas dépasser en bâtiments armés :  
6 cuirassés du type Deutschland ou Lothringen ;  
6 croiseurs légers ;  
12 destroyers ;  
12 torpilleurs ;  
et ne devra comprendre aucun sous-marin, même de commerce. Ses effectifs ne pourront pas dépasser 15.000 hommes, officiers compris, recrutés par engagements volontaires d'une durée de vingt-cinq ans continus pour les officiers et de quinze ans continus pour les hommes ;  
7° Remise, démolition ou désarmement de navires de guerre ou bâtiments auxiliaires en excédent des fixations du paragraphe 1°.

Tous les bâtiments de guerre de surface, tout le matériel de guerre en excédent du nombre et des quantités déterminés par les Gouvernements alliés et associés, tous les sous-marins, navires de relevage et docks, leur seront remis par l'Allemagne. Les bâtiments en construction seront démolis.

L'Allemagne ne pourra construire ou acquérir que les seuls bâtiments destinés au remplacement des navires autorisés, dont le type, la durée de service et l'armement sont déterminés par les Gouvernements alliés et associés.

Tous les croiseurs et bâtiments auxiliaires seront désarmés et rendus au commerce.

3° Liberté d'accès dans la Baltique. L'entière liberté d'accès dans la Baltique à toutes les Nations sera assurée dans une zone déterminée par le dragage des mines et le démantèlement des fortifications commandant les routes maritimes de la mer du Nord à la Baltique.

4° Limitation des fortifications sur la côte allemande.

Indépendamment du démantèlement des fortifications prévu ci-dessus, l'Allemagne ne pourra renforcer la défense de ses côtes ni en modifier l'armement, qu'elle devra communiquer à tous les Gouvernements européens.

5° Restriction et contrôle de la T. S. F. Pendant les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, les stations de T. S. F. de Nauen, de Hanovre et de Berlin ne pourront transmettre que des télégrammes commerciaux et sous le contrôle des Gouvernements alliés et associés.

CLAUSES AERIENNES

La Section III enlève à l'Allemagne le droit d'avoir aucune aviation militaire ou navale (sauf 100 hydravions jusqu'au 1er octobre 1919 exclusivement destinés à la recherche des mines), ni aucun dirigeable ;  
1° La démolition de son personnel navigant ;  
2° Les obligations qui lui sont imposées concernant les terrains d'aviation ;  
3° La remise de matériel ;  
4° Tout le personnel navigant sera démobilisé dans un délai de deux mois (sauf 1.000 hommes conservés jusqu'au 1er octobre 1919) ;  
5° Il ne sera maintenu ni établi aucun terrain d'aviation ni hangars à dirigeables à une distance de 150 kilomètres à l'est du Rhin, de 150 kilomètres à l'ouest de la frontière orientale allemande et de 150 kilomètres des frontières d'Italie et de Tchéco-Slovaquie au nord de la frontière méridionale allemande. Les terrains et établissements existants dans ces zones interdites seront mis hors d'usage.

Les appareils d'aéronautique alliés auront en Allemagne liberté de passage à travers les airs, d'atterrissage et de transit. Jusqu'au Traité de Paix définitif, la fabrication et l'importation d'aéronefs ou de pièces d'aéronefs sont interdites en Allemagne.

6° Tout le matériel de l'aéronautique militaire et navale sera remis aux Gouvernements alliés et associés, y compris le matériel de toute nature employé ou destiné à des buts de guerre et à l'exception des 100 hydravions ci-dessus indiqués.

CLAUSES GENERALES

La section IV (Clauses générales) fixe à l'Allemagne un délai de trois mois pour modifier sa législation en conformité des clauses précédentes, et pour prendre toutes mesures administratives relatives à leur exécution.

CONTROLE DE LA REDUCTION DES ARMEMENTS

La section V (Commissions internationales de contrôle) organise, par des Commissions internationales opérant en Allemagne, le contrôle de l'exécution des clauses qui ont pour objet de désarmer l'Allemagne dans les limites de temps fixées par le Traité.

DROIT D'INVESTIGATION

Le Traité impose à l'Allemagne l'obligation dans l'avenir de se prêter à toute investigation jugée nécessaire par le Conseil de la Société des Nations décidant à la majorité des voix.

PARTIE VI

PRISONNIERS DE GUERRE

Les prisonniers de guerre allemands seront rapatriés aussi rapidement que possible après la signature du Traité de Paix, les détails d'exécution étant réglés par une sous-commission pour chacune des puissances alliées et associées.

Les prisonniers de guerre et les civils allemands libérés seront transportés par les soins et aux frais du gouvernement allemand à leur domicile, même s'il se trouve en territoire occupé, leur rapatriement étant soumis dans ce cas à l'approbation et au contrôle des autorités militaires des puissances alliées et associées.

Les prisonniers en instance de jugement ou subissant une peine consécutive à des manquements à la discipline seront également rapatriés, à l'exception de ceux qui seront condamnés pour de tels manquements postérieurement au 1er mai 1919.

Les prisonniers coupables d'autres fautes sont susceptibles d'être retenus.

Ceux qui refuseraient d'être rapatriés pourront ne pas l'être. Mais les gouvernements alliés et associés se réservent le droit de les rapatrier ou de les renvoyer en pays neutre ou de les autoriser à demeurer sur leur territoire.

Le rapatriement pourra être d'ailleurs subordonné à celui des prisonniers ou ressortissants des Puissances alliées ou associées qui se trouveraient encore en Allemagne.

Les gouvernements alliés et associés, ainsi que le gouvernement allemand, se communiqueront mutuellement une liste complète des morts et l'indication des sépultures de ceux qui n'ont pas été identifiés.

CLAUSES PARTICULIERES, SEPULTURES MILITAIRES

Les gouvernements alliés et associés et le gouvernement allemand s'engagent à faire respecter et entretenir les sépultures des soldats ou marins inhumés sur leurs territoires respectifs, à donner toutes facilités aux Commissions nommées par eux pour enregistrer, entretenir ou élever des monuments sur ces sépultures et à satisfaire aux demandes de rapatriement des restes de leurs soldats.

PARTIE VII

RESPONSABILITES DE LA GUERRE ET SANCTIONS

Guillaume II est mis en accusation publique pour offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des Traités.

Il sera jugé par un Tribunal spécial composé de cinq juges, nommés par les principales puissances alliées et associées.

Une demande d'extradition sera adressée aux Pays-Bas.

Les personnes accusées d'actes contraires aux lois et coutumes de la guerre seront traduites devant les tribunaux militaires des Alliés ou Associés.

L'Allemagne s'engage à livrer les accusés.

Quand les actes incriminés auront été commis contre des ressortissants de plusieurs puissances, les tribunaux militaires se composeront des membres des tribunaux militaires de toutes les puissances intéressées.

L'Allemagne s'engage à fournir tous les documents et renseignements nécessaires.

PARTIE VIII

REPARATIONS

Les dispositions de ce titre :

1° Etablissent le principe de la réparation ;  
2° Définissent les catégories de dommages pour lesquelles compensation est due ;  
3° Déterminent les modalités de la réparation qui, en principe, s'étendra sur une période de trente années, sauf extension ultérieure de cette période au cas où elle ne suffirait pas pour permettre à l'Allemagne de s'acquitter intégralement de sa dette.

PRINCIPE

L'Allemagne et ses Alliés reconnaissent leur responsabilité pour toutes les pertes et tous les dommages subis par les Puissances alliées et associées, en quelque lieu que ce soit, et l'Allemagne s'oblige à réparer tous les dommages causés aux populations civiles et à leurs biens.

Elle s'engage, par une remise de bons au porteur, à rembourser, le 1er mai 1926 au plus tard, aux Gouvernements alliés et associés toutes les sommes que la Belgique a été obligée de leur emprunter jusqu'au 11 novembre 1918, en conséquence de la violation du Traité de 1839.

CATEGORIES DE DOMMAGES

Compensation est due pour les catégories de dommages suivantes :

1° Dommages causés aux civils atteints dans leur personne ou dans leur vie et aux survivants qui étaient à la charge de ces civils par des actes de guerre ;  
2° Dommages causés aux civils d'actes de cruauté, de violence ou de mauvais traitements ;  
3° Dommages causés aux civils victimes de tous actes de l'ennemi en territoire occupé, envahi ou emporté (ayant porté atteinte à la santé, à la capacité de travail ou à l'honneur), et aux survivants qui étaient à la charge de ces victimes ;  
4° Dommages causés par toute espèce de mauvais traitements aux prisonniers de guerre ;  
5° Tout dommage causé aux peuples des puissances alliées et associées, toutes pensions ou compensations de même nature aux victimes de la guerre et aux personnes dont ces victimes étaient le soutien sur la base du tarif français.

Frais de l'assistance fournie par les gouvernements des Etats alliés et associés, aux personnes de guerre, à leur famille ou aux personnes dont ils étaient le soutien.

Allocations données par les gouvernements des Etats alliés et associés aux familles et aux personnes à la charge des mobilisés sur la base du tarif français.

Dommages causés à des civils par suite de :

1° La mort de ceux qui jaugent entre 1.000 et 10.000 tonnes ;  
2° Le quart des chalutiers à vapeur ;  
3° Le quart des autres bateaux de pêche ;  
4° Les bateaux fluviaux, en dehors de ceux qui devront être restitués à l'identique ;  
5° Les pertes des Alliés et Associés et ce jusqu'à concurrence au maximum de 20 p. 100 de la batterie fluviale allemande.

En outre, les Alliés et Associés pourront faire construire par les chantiers maritimes allemands pendant cinq ans, un maximum de 200.000 tonnes par an.

2° Animaux, machines, équipements, tours et tous articles similaires d'un usage commercial, en vue de faire face aux besoins immédiats, et à titre d'équivalent pour les animaux ou objets de même nature enlevés ou détruits (sous certaines restrictions et limitations).

3° Matières colorantes et produits chimiques pharmaceutiques. Les Alliés et Associés auront l'option d'exiger des fournitures de ces matières, à concurrence de 50 p. 100 des stocks allemands actuels et ensuite de 25 p. 0/0 de la production annuelle pendant cinq ans.

l'obligation qui leur a été imposée par l'ennemi de travailler sans une juste rémunération. Dommages relatifs à toutes propriétés, en quelque lieu qu'elles soient situées, qui ont été enlevées, saisies, endommagées ou détruites par les actes de l'ennemi, ou dommages causés en conséquence directe des hostilités ou de toutes opérations de guerre.

Dommages causés sous forme de prélèvements, amendes ou exaction de l'ennemi au détriment des populations civiles.

Une commission internationale, appelée commission des Réparations, sera constituée à l'Allemagne, avant le 1er mai 1921, le montant des réparations ainsi mises à sa charge, montant qu'il n'est pas possible de déterminer actuellement.

Les frais nécessaires par les réparations et reconstructions seront évalués au coût de la reconstitution à l'époque où les travaux seront exécutés.

La Commission pourra tenir compte, en fixant au 1er mai 1921 le montant global de la dette de l'Allemagne, des intérêts dus sur les sommes affectées à la réparation des dommages matériels à partir du 11 novembre 1918 jusqu'au 1er mai 1921.

A partir du 1er mai 1921, la dette de l'Allemagne portera intérêt à 5 0/0. Toutefois, la Commission a tous pouvoirs d'apprécier ultérieurement si les circonstances justifient une modification de ce taux.

MODALITES DE LA REPARATION

Rôle de la Commission des Réparations. — La Commission des Réparations, composée d'un représentant de chacune des Puissances alliées et associées, d'un représentant de la Belgique, de la France, d'un représentant, appelé à siéger suivant un roulement établi, du Japon, de la Belgique ou de la Serbie, étudiera périodiquement la capacité de paiement de l'Allemagne et déterminera la qualité et les modalités des paiements à effectuer par ce pays.

Le siège de son bureau permanent est fixé à Paris.

Elle aura, d'une façon générale, les pouvoirs de contrôle et d'autorité les plus étendus en ce qui concerne le problème des réparations. La Commission est constituée comme le représentant exclusif des Gouvernements alliés et associés intéressés en vue de recevoir, conserver et accorder au dédit des réparations ; elle ne peut être déléguée à l'Allemagne au titre des réparations.

La Commission s'assurera : 1° que tous les revenus de l'Allemagne, y compris ceux qui sont destinés au service des emprunts intérieurs, sont affectés par privilège au paiement des sommes dues au titre des réparations ; 2° que le fardeau supporté par le contribuable allemand est au moins aussi lourd que celui du contribuable allié ou











